

DÉLITS D'INITIÉ ET COUPS D'ÉTAT

## George Soros, spéculateur et philanthrope



Archétype du spéculateur et prophète du « post-capitalisme », le financier et philosophe George Soros est à la fois craint et adulé. Responsable de krachs boursiers et mécène dans une cinquantaine de pays, il détient aujourd'hui une fortune évaluée à sept milliards de dollars et se propose de financer les campagnes contre George W. Bush alors même qu'il sauva Junior de la faillite en 1990 et continue à travailler avec son père au sein du Carlyle Group. Simultanément actif dans de nombreux changements de régime, il est accusé d'être un paravent de la CIA.

page 2

### Vers la fin de l'euro ?

TRIBUNES LIBRES  
INTERNATIONALES

Les économistes Anthony Gripe et Laurent Jacque affirment que l'euro n'est pas viable dans l'espace qui est le sien, d'autant que dans la zone euro la politique monétaire est centralisée, tandis que la politique budgétaire est décentralisée. Ils prédisent donc la fin de cette monnaie. Cette analyse est partagée par le souverainiste Richard North qui voit dans l'euro l'un des trois maux qui, avec la constitution et l'élargissement, va provoquer la disparition de l'Union européenne.

page 7

### REGARDS DU PROCHE-ORIENT

■ Dominique de Villepin veut initier un nouveau système de sécurité dans le Golfe impliquant l'Irak

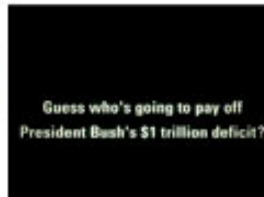
■ Le président iranien souhaite élaborer un consensus sur le régime légal de la Mer Caspienne

■ Le Fonds monétaire arabe accepte de participer à la reconstruction de l'Irak en échange d'un remboursement de la dette

■ Le président tchétchène veut améliorer les relations avec l'Arabie saoudite

page 13

■ L'Irak se félicite du retour du dialogue entre l'Inde et le Pakistan



### BUSH EN 30 SECONDES

L'organisation états-unienne MoveOn vient de désigner le vainqueur de son concours de publicité politique « Bush in 30 seconds » co-organisé par Moby et Jonathan Soros, fils de George. Le film de Charlie Fisher, « Child's pay » montre des enfants travaillant comme mécaniciens, caissières ou ouvriers à la chaîne. Il se termine sur cette question : « Devinez qui va payer le déficit de mille milliards de dollars du Président Bush ? » ([www.bushin30seconds.com](http://www.bushin30seconds.com))

## Délits d'initié et coups d'État

# George Soros, spéculateur et philanthrope

**Archétype du spéculateur et prophète du « post-capitalisme », le financier et philosophe George Soros est à la fois craint et adulé. Responsable de krachs boursiers et mécène dans une cinquantaine de pays, il détient aujourd'hui une fortune évaluée à sept milliards de dollars et se propose de financer les campagnes contre George W. Bush alors même qu'il sauva Junior de la faillite en 1990 et continue à travailler avec son père au sein du Carlyle Group. Simultanément actif dans de nombreux changements de régime, il est accusé d'être un paravent de la CIA.**



En s'engageant publiquement dans la campagne électorale présidentielle états-unienne pour contrer la candidature de George W. Bush, le milliardaire George Soros a soulevé une tempête à Washington. A contrario, le célèbre spéculateur s'est attiré la sympathie de tous ceux qui, dans le monde, redoutent que Bush ne se succède à lui-même.

Né en Hongrie, en 1930, il s'installe en Angleterre à l'issue de la seconde Guerre mondiale, en 1947. Il y rencontre le philosophe anticommuniste Karl Popper, dont il ne cessera de se réclamer. En 1956, il part aux États-Unis et y crée les

premiers « fonds de couverture » à l'intention des grandes fortunes. À partir de 1969, sa principale société, le Quantum Fund (domicilié dans des paradis fiscaux, aux Antilles néerlandaises puis à Curacao), assure un retour sur investissement de 34,5 % en moyenne par an.

### « l'homme-qui-fit-sauter-la-banque-d'Angleterre »

George Soros n'a jamais créé de richesses, mais s'est enrichi grâce à son activité boursière. Avec 7 milliards de dollars, son patrimoine serait aujourd'hui la 28e fortune des États-Unis selon le classement 2003 du magazine Forbes. Surnommé « l'homme-qui-fit-sauter-la-banque-d'Angleterre », après un raid sur la livre sterling, en septembre 1992, qui lui rapporta 1 milliard de dollars au détriment du contribuable britannique, il est devenu le paradigme du spéculateur. Bien qu'il ait connu de fortes pertes lors du krach boursier de 1987, de la crise russe de 1998 et de l'éclatement de la bulle internet, il a été le grand bénéficiaire de la crise asiatique thaïlandaise de 1997 et de la crise asiatique.

Président aux destinées d'une multitude d'associations auxquelles il aurait consacré plus de 300 millions, il serait l'un des plus grands philanthropes modernes. Sa fondation principale, l'Open Society Institute, tient son nom du projet philosophique de son maître Karl Popper : construire des sociétés ouvertes, c'est-à-dire conscientes de leurs imperfections et capables de s'améliorer, pour rendre le monde meilleur. Ses principaux programmes visent à la défense des droits de l'homme, à la lutte contre la toxico-dépendance, à la formation des cadres politique et, au développement de la liberté d'information. Ces objectifs consensuels incluent des campagnes controversées de défense des droits des homosexuels, de dépénalisation des drogues et d'instauration de programmes de substitution pour les toxicomanes. Cette activité charitable et progressiste a utilement contrebalancé son image de prédateur financier.

Cependant, depuis plusieurs années, des voix se sont élevées pour suggérer que son action philanthropique est une couverture aux interventions de la CIA et de l'État d'Israël dans le monde et que sa fortune doit plus aux délits d'initiés qu'à la « touche de Midas » [1].

Initialement le Quantum Fund était administré par des représentants de Lord Jacob Rothschild (actuel fondé de pouvoir de **Michaïl Khodorkovsky**), de Sir James Goldsmith (qui fut député européen aux côtés de Philippe de Villiers) et d'Edmond Safra (principal négociant en armes d'Israël).

### Membre du Carlyle Group

*The Nation* a récemment révélé que c'est George Soros, via les sociétés Harken Energy et Spectrum 7, qui, en 1990, sauva George W. Bush de la faillite en épurant ses dettes. Interrogé à ce sujet par le journal, il a déclaré avoir agi ainsi pour s'acheter « de l'influence politique » (sic) [2].

Comme son ami Khodorkovsky, George Soros est entré au Carlyle Group lorsque celui-ci est devenu le refuge des ex de l'administration Bush père, en 1992. Ce groupe est la plus importante société de gestion de portefeuille au monde. Il s'occupe principalement des patrimoines des familles Bush et Ben

Laden Par l'intermédiaire des sociétés qu'il contrôle, le Carlyle Group est le 11e fournisseur du Pentagone.

Le 20 décembre 2002, George Soros a été condamné à 2,2 millions d'amende par le tribunal correctionnel de Paris pour délit d'initié lors du raid boursier contre la Société Générale, en 1988.

## Human Rights Watch et l'International Crisis Group

Outre l'**Open Society Institute** (OSI), qui est présent dans une cinquantaine de pays, George Soros a créé ou finance diverses associations et fondation de premier plan, tel que Human Rights Watch et l'International Crisis Group.

**Human Rights Watch** (HRW) a été l'une des organisations qui a le plus documenté les crimes attribués à Slobodan Milosevic, justifiant ainsi l'intervention de l'OTAN contre la Serbie. Une large partie des imputations de cette association n'a pu être confirmée à ce jour par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie.

L'**International Crisis Group** (ICG) a été créé en 1994 comme organisation diplomatique non-gouvernementale, sous la présidence du sénateur démocrate George Mitchell (qui donna son nom au rapport du même nom sur la question israélo-palestinienne). D'abord actif au Burundi, au Nigéria et au Sierra-Leone, **l'ICG s'est rapproché de l'OTAN à propos de la Yougoslavie**. Il est aujourd'hui présidé par Martti Ahtisaari, l'ancien président finlandais qui fit mine de négocier avec Milosevic pour empêcher la guerre. Son conseil d'administration ressemble à un bottin de personnalités atlantistes. Aux côtés des anciens conseillers nationaux de sécurité Richard Allen et Zbigniew Brzezinski, on trouve le prince koweïtien Saud Nasir Al-Sabah, l'ancien procureur du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie Louise Arbour, ou l'ancien commandeur suprême de l'OTAN pendant la guerre de Yougoslavie le général Wesley Clark. Quelques relations financières comme l'ex-président philippin Fidel Ramos ou l'oligarque russe Michail Khodorkovsky, tous membres du Carlyle Group. Figurent aussi des personnalités françaises : Simone Veil, présidente du mémorial de la Shoah, et la journaliste Christine Ockrent, épouse de l'ex-gouverneur du Kosovo Bernard Kouchner.

En 2001, George Soros a créé le Democracy Coalition Project (DCP) chargé d'animer le forum non-gouvernemental en marge des sommets de la Communauté des démocraties organisés par le département d'État états-unien.

## Parmi les auteurs de son agence, la crème des économistes néo-libéraux

Il a également créé un Network Media Program qui a racheté les archives de Radio Free Europe (dont l'un des anciens dirigeants, Herbert Okun, siège au conseil d'administration de l'OSI), la station de la CIA pendant la Guerre froide. Il a subventionné de nombreux médias « indépendants », tel Radio B92 pendant la guerre de Yougoslavie et aujourd'hui des journaux « libres » en Irak. Il contrôle **Project Syndicate**, une agence de diffusion de tribunes libres de personnalités politiques dans 181 quotidiens internationaux. Parmi ses auteurs,

on trouve la plupart des administrateurs de l'ICG et la crème des économistes néo-libéraux [3].

## Il préconise d'instrumentaliser les victimes du 11 septembre

En septembre 2001, juste après les attentats, George Soros participa à un groupe de travail du **Council on Foreign Relations**, le club de l'establishment washingtonien, sur le rôle de la propagande dans la guerre au terrorisme. Les travaux étaient présidés par l'ambassadeur Richard C. Holbrooke, qui joua un rôle crucial dans le déclenchement de l'attaque de la Yougoslavie et dont l'épouse, Kati Marton, est administratrice de l'OSI. Le relevé des conclusions adressé au président Bush préconise de convaincre le reste du monde du bien-fondé de la politique étrangère des États-Unis en ressassant en permanence les attentats du 11 septembre et en instrumentalisant les victimes pour susciter la compassion. Il insiste pour que les gouvernements étrangers soient non seulement invités à condamner les attentats, mais à approuver le raisonnement qui en découle sur la guerre au terrorisme. Enfin, il conseille de développer une présence médiatique dans le monde, notamment en incluant des suppléments du *New York Times* dans de grands quotidiens amis.

## La Russie a expulsé l'Open Society Institute fin 2003

Au cours des dernières années, George Soros a joué un rôle central dans des changements de régime, notamment en Europe centrale et orientale. Il fut particulièrement actif en Pologne où il était à la fois l'ami personnel du général Jaruzelski et le principal mécène officiel du syndicat Solidarnoc (on retrouve aujourd'hui Bronislaw Geremek au conseil d'administration de l'ICG). Mais aussi bien sûr en Hongrie, sa patrie d'origine.

Il semble avoir participé à la mise en scène de la « révolution de velours » en Tchéquie, qui plaça au pouvoir Vaclav Havel. Il réédita ce modèle en Serbie pour renverser Slobodan Milosevic et plus récemment en Géorgie contre Edouard Shevardnadze. À chaque fois, il s'est appuyé sur des mouvements de jeunesse du type Otpor. Il est accusé de fomenter des troubles identiques en Ukraine et en Biélorussie. Pour mettre fin à son ingérence en Russie, les autorités ont saisi prétexte d'un loyer impayé pour expulser l'Open Society Institute quelques jours après avoir arrêté Mikhail Khodorkovsky qu'elles soupçonnaient de comploter.

## Qu'est-ce qui fait courir George Soros ?

Compte tenu des multiples facettes de l'homme-qui-fit-sauter-la-banque-d'Angleterre, il est difficile de comprendre pourquoi il a choisi d'investir aujourd'hui 12 millions de dollars pour s'opposer à l'élection de George W. Bush. Dans un article remarqué du *New Statesman* [4], le journaliste Neil Clark assure que le président et le milliardaire, qui ont longtemps collaboré et collaborent encore, sont tous deux partisans de l'Empire néo-libéral, mais s'opposent quant à la manière de le gérer. George Soros, qui s'applique depuis des années à donner une apparence de visage humain au capitalisme financier,

considérerait que la brutalité de George W. Bush met en péril l'acceptation du système par les peuples. D'autres insinuent que la campagne de Soros est vouée à l'échec et sert uniquement à créer l'illusion d'un débat démocratique aux États-Unis.

En 2002, il déclarait « Dans la Rome antique, seuls les Romains votaient. Sous le capitalisme mondial moderne, seuls les Américains votent. Les Brésiliens, eux, ne votent pas ». Tout un programme.

---

[1] Personnage mythique, le roi Midas était censé transformer tout ce qu'il touchait en or.

[2] Cf. Bush and billionaire : How insider capitalism benefited W. par David Corn, The Nation du 17 juillet 2002.

[3] Pour la France, les économistes Michel Camdessus, Daniel Cohen, Jean-Paul Fitoussi, Jean-Pierre Lehmann, Jean Pisani-Ferry ; et des politologues comme François Heisbourg, Pierre Nora ou Jacques Rupnik

[4] Cf. George Soros, NS Profile par Neil Clark, in New Statesman du 2 juin 2003.

---

## Voltaire

*Voltaire* est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

**Directeur de la publication** : Thierry Meyssan.

ISSN en cours. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

**Prix au numéro** (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

**Abonnements**

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et société 180 €.

Paiement électronique sécurisé : [www.reseauvoltaire.net/abonnement.php](http://www.reseauvoltaire.net/abonnement.php) .

---



# Vers la fin de l'euro ?

## Analyse

L'ancien conseiller de Bill Clinton, Sidney Blumenthal analyse dans le *Guardian* la polémique qui oppose le président Bush à son ancien secrétaire au Trésor, Paul O'Neil. Le témoignage de ce dernier n'offre aucune révélation, mais il crédite de l'intérieur ce que l'on disait de l'extérieur à propos de cette administration : Bush est une marionnette dans les mains de son vice-président Dick Cheney et l'attaque de l'Irak était décidée avant qu'on l'accuse de représenter une menace. L'impact du livre d'O'Neil est tel que Bush, pour intimider d'éventuelles vocations du même type, poursuit son ancien ministre pour violation de secrets d'État. Il est vrai que l'ancien secrétaire au Trésor, également ancien PDG du géant de l'aluminium Alcoa, est une personnalité influente dans l'establishment Républicain et le milieu des affaires. Le ministre polonais des affaires étrangères, Wlodzimierz Cimoszewicz, explique patiemment dans *Le Monde* qu'il attend de la présidence irlandaise de l'Union européenne qu'elle résolve les problèmes en suspens. Il indique que son pays maintiendra sa position sur les nouvelles règles de vote dans l'Union élargie, tout en acceptant de faire des concessions. Ses propos laissent entendre avec beaucoup de courtoisie et de détermination que la Pologne ne craint pas de provoquer un blocage institutionnel.

Dans l'*International Herald Tribune*, le souverainiste Richard North prédit la fin de l'Union européenne vaincue par trois maux. Le premier serait l'incapacité de maîtriser l'euro. Le second serait l'impossibilité de définir de nouvelles règles de fonctionnement acceptables par tous. Et le troisième serait la division politique des 25 entre pro et anti-états-uniens. Cependant ce naufrage ne signifie pas la fin du rêve européen puisque certains États ne manqueront pas de reformer des cercles sur des bases plus saines. Au passage, l'auteur stigmatise la précipitation avec laquelle on a entériné l'adhésion de la Pologne à laquelle le peuple polonais était devenu hostile. Au moment de la signature, seule une centaine de pages, parmi les près de 100 000 que comprennent le traité et ses annexes, avait eu le temps d'être traduite.

Les économistes Anthony Gripe et Laurent Jacque de la Fletcher School, une école fondée par Roosevelt durant le *New Deal* pour le promouvoir, reviennent, dans *Le Monde*, sur l'impossibilité de maîtriser l'euro. Pour eux, cette monnaie artificielle n'est pas viable dans l'espace qui est le sien, d'autant que dans la zone euro la politique monétaire est centralisée, tandis que la politique budgétaire est décentralisée.

D'une manière nouvelle et paradoxale, les Européens souverainistes et les États-Uniens interventionnistes se rejoignent donc pour pronostiquer la fin de l'euro.

Enfin, dans le *Wall Street Journal*, Claudia Rosett, collaboratrice de think tanks des faucons, adapte préventivement à la Corée du Nord le discours que les faucons ont appliqué à l'Irak après l'avoir vaincue. Elle tourne en dérision les « pigeons » qui sont « allés faire du tourisme en Corée du Nord » pour désamorcer la crise nucléaire. En effet, il ne sert à rien de visiter les installations nucléaires de Pyongyang, qui sont déjà connues, ni de débattre de leur démilitarisation. Car le réel danger ne réside pas dans un programme d'armement, mais dans un régime totalitaire et agressif qu'il faut renverser.

## Sidney Blumenthal



Sidney Blumenthal est ancien assistant et conseiller spécial du président Bill Clinton. Il est l'auteur de *The Clinton Wars*. Il a été éditorialiste du *New Yorker*, du *Washington Post* et de *New Republic*. Il est désormais éditorialiste au *Guardian* sur les questions de politique états-unienne.

### « Un Républicain rebelle »

Source : The Guardian

Référence : « A rebel Republican », par Sydney Blumenthal, *The Guardian*, 15 janvier 2004.

L'un des mode de fonctionnement tacite de l'administration Bush, le contrôle des contre-pouvoirs, a été mis à mal par les surprenantes confessions d'un ancien membre du cénacle, **Paul O'Neil**, l'ancien secrétaire au Trésor. Il s'agit d'un dissident inattendu car il était auparavant PDG d'Alcoa, un pilier de l'establishment républicain.

Ce qui est en jeu est plus qu'une question de fierté pour le président car l'image négative de **George W. Bush** qui ressort des propos d'O'Neil est en opposition complète avec l'image de chef autoritaire mais gentil qui est à la base de sa popularité. On découvre au contraire dans le livre un président méprisé par ses collaborateurs et complètement manipulé par **Dick Cheney**. On y lit également que l'attaque de l'Irak était planifiée depuis janvier 2001.

La baisse des impôts aux États-Unis n'avait aucune justification si ce n'est celle de plaire aux grandes entreprises états-unienne, grandes entreprises pour le compte desquelles Cheney s'est attaqué aux texte environnementaux proposés par des Républicains modérés. Bush apparaît dans le livre comme un incapable et Cheney comme le pouvoir derrière le trône. C'est d'ailleurs lui qui vira O'Neil qui avait eu le tort de s'opposer aux trop grands déficits budgétaires.

Aujourd'hui, O'Neil est attaqué par la **Maison Blanche** pour avoir révélé des informations issues de documents classifiés car Bush essaye d'intimider tout ceux qui remettent en cause la version officielle.



## Wlodzimierz Cimoszewicz



Ancien titulaire d'une bourse Fulbright à l'Université de Columbia, Włodzimierz Cimoszewicz a été Premier ministre polonais et président de la Commission pour l'intégration européenne en Pologne. Il est ministre des Affaires étrangères.

### « Parlons de l'Europe »

Source : Le Monde

Référence : « Parlons de l'Europe », par Włodzimierz Cimoszewicz, *Le Monde*, 15 janvier 2004.

Le dernier sommet de Bruxelles ne fut pas un succès car nous ne nous sommes pas mis d'accord sur tout. Il ne fut pas non plus un échec car il a néanmoins permis des avancées. Il est vrai cependant que nous avons sous-estimé la portée des problèmes soulevés dont il fallait encore débattre et il y a eu trop d'empressement dans la présentation du projet de la **Convention européenne** comme le meilleur compromis possible.

Il aura fallu que nous nous engagions dans une controverse pour qu'une fraction des participants de la convention commence à exprimer ses opinions critiques. La position de la Pologne dans cette controverse a été caricaturée. Nous avons simplement estimé que la facilité des procédures de prises de décision ne peut pas forcément aboutir à long terme à la cohésion et à la coopération. La spécificité de l'Union européenne, l'art de trouver des compromis, peut être remis en cause si des décisions trop faciles à prendre sans concertation et prise en compte des opinions de chacun créent l'amertume. Lors de la Conférence intergouvernementale, nous nous sommes déjà accordés sur un certain nombre de questions et nous pouvons désormais nous concentrer, sous la présidence irlandaise, sur celles qui restent en suspens. Nous devons chercher un accord non pas sur des solutions à caractère technique et procédural, mais par un rapprochement de nos idées sur l'Europe à laquelle nous aspirons. La Pologne ne changera pas d'avis sur le système de vote, mais nous écouterons les arguments de nos partenaires pour parvenir à un accord.

Toutefois, cet accord ne peut être obtenu que si les critiques injustes ou les pressions sont abandonnées et que les échanges ont lieu dans un environnement serein.

## Richard North



Richard North est ancien directeur de recherche au Groupe pour l'Europe des démocraties et des différences du Parlement européen, un groupe qui compte dans ses rangs les députés de Chasse, Pêche, Nature et Tradition (CPNT) et du Rassemblement pour la France (RPF). Il est coauteur de *The Castle of Lies : Why Britain Must Get Out of Europe* et de *The Great Deception : The Secret History of the European Union*.

## « L'élargissement pourrait marquer la fin de l'UE »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Enlargement could spell the end of the EU », par Richard North, *International Herald Tribune*, 15 janvier 2004.

Il n'est jamais aisé de faire des prédictions dans un éditorial ou un livre mais, en juin dernier quand Christopher Booker et moi avons terminé notre livre sur l'Union européenne *The Great Deception : The Secret History of the European Union*, il était facile pour nous de prédire que l'UE allait bientôt s'effondrer sous le poids de ses contradictions. Le rêve de la grande Europe sera détruit par la réalité. Les trois raisons de l'échec sont : le rêve suicidaire de créer une monnaie unique sans gouvernement pour le soutenir, la constitution qui va faire exploser la structure de l'Union et l'élargissement qui va diviser l'Europe entre ce que Donald Rumsfeld appelle la « vieille » et la « nouvelle » Europe.

Même avant la débâcle du sommet de Bruxelles en décembre, il nous semblait que nous étions déjà sur la voie de l'effondrement. L'euro à 1,30 dollar, les économies sclérosées de la zone euro et le refus de la France et de l'Allemagne de respecter le Pacte de stabilité et de croissance présagent la fin d'une monnaie unique qui ne parvient pas à répondre aux besoins de ses membres. La constitution a achevé de semer le trouble dans les rangs européens. La Pologne a été intégrée rapidement dans l'Union européenne en raison de l'effondrement des intentions d'adhérer des Polonais dans les sondages. Le gouvernement polonais a été amené à signer un texte de 2500 pages et de 97 000 pages d'annexes dont seulement une centaine avaient été traduites en Polonais. Ce gouvernement ne veut pas revenir sur le Traité de Nice et être marginalisé par la France et l'Allemagne ce qui provoque un blocage. Pourtant, il ne s'agit que des réclamations de la Pologne.

Il est douteux qu'un texte constitutionnel soit adopté par les 25 membres. En fait, les adhérents les plus récents pourraient bien être les derniers membres de l'Union européenne et les premiers à partir former un « cercle extérieur » de pays semi-détachés regardant ailleurs pour leur salut.

## Anthony Gripe, Laurent Jacque



Anthony Gripe est banquier d'affaires chez Natexis Finance.



Laurent Jacque est professeur de finance internationale à la Fletcher School of Law & Diplomacy (un institut universitaire promouvant l'interventionnisme rooseveltien) et à HEC.

## « Les jours de l'euro sont-ils comptés ? »

Source : Le Monde

Référence : « Les jours de l'euro sont-ils comptés ? », par Anthony Gripe et Laurent Jacque, *Le Monde*, 15 janvier 2004.

La pérennité de l'euro semble remise en cause par le rejet des Suédois, le nouveau report du référendum britannique et les difficultés économiques des pays de la zone euro comparées à la bonne santé des pays eurosceptiques. À ce jour, la monnaie unique n'a guère enrayé le malaise économique européen et on peut même s'interroger sur son éventuelle responsabilité dans les difficultés économiques de la zone.

Le lancement de l'euro en 1999 était une décision politique, pas économique. En effet, la zone euro n'est pas une zone monétaire optimum (ZMO) du fait de la trop faible part des échanges entre pays membres dans les échanges extérieurs des pays de la zone euro et de la faible mobilité des travailleurs entre les pays. Ignorant cette question essentielle, l'euro a créé une politique monétaire unique gérée par la Banque centrale européenne privant les pays de la zone euro de deux de leurs trois outils de politiques économiques indépendantes : la politique monétaire et le flexibilité des taux de change. Le troisième outil, la politique budgétaire est considérablement réduit par la Pacte de stabilité. Aucune réforme n'est prévue pour transformer la zone euro en ZMO hormis de vagues projets d'accroissement des moyens budgétaires de Bruxelles prévus pour amortir les chocs économiques nationaux. Une autre difficulté réside dans le fait que le calendrier électoral des différents pays n'est pas synchronisé ce qui exacerbe les différences dans les cycles économiques des pays membres car les périodes électorales sont des phases de politique budgétaire expansionniste. Cette distinction entre politique monétaire centralisée et politique budgétaire décentralisée entraîne une variation du pouvoir d'achat de l'euro dans certains pays par rapport à d'autres. Cela pourrait aboutir, dans l'extrême, à une situation analogue à la crise argentine plombée par la parité peso-dollar. Même si on n'arrive pas à cette extrémité, l'Espagne, la Grèce et la Finlande pourraient en avoir assez d'un euro surévalué et faire sécession.

La croissance pourrait améliorer la situation si des réformes sont entreprises, mais la récession et l'arrivée de nouveaux membres ne feraient qu'affaiblir un attelage déjà fragile.

## Claudia Rosett



Ancienne membre du comité éditoriale du *Wall Street Journal*, Claudia Rosett est membre de la Foundation for the Defense of Democracies et de l'Hudson Institute.

### « Les pigeons du plutonium »

Source : Wall Street Journal

Référence : « Plutonium Patsies », par Claudia Rosett, *Wall Street Journal*, 14 janvier 2004.

La Corée du Nord a inventé une nouvelle stratégie diplomatique : le tourisme nucléaire. On ne peut pas décrire autrement la visite la semaine dernière dans ce pays d'un groupe d'Américains, anciens fonctionnaires ou responsables politiques comme Charles Pritchard, Sigfried Hecker, John Lewis et les assistants des sénateurs Biden et Lugar. On leur a fait visiter un certain nombre d'installations nucléaires avant qu'ils rentrent aux États-Unis.

L'arsenal nord-coréen n'est pas nouveau et déjà, au début des années 90, on soupçonnait Kim de posséder une ou deux bombes. C'était sous l'ère **Bill Clinton** et **Jimmy Carter** fut le premier à instituer les voyages non-officiels en Corée du Nord pour obtenir un accord de « paix ». Il parvint à faire céder les États-Unis et Pyongyang continua à développer son programme. Menacé par **George W. Bush** en 2002, la Corée du Nord sortit du Traité de non-prolifération, affirma posséder des armes nucléaires capables d'atteindre les États-Unis et exigea un nouvel accord.

Ce à quoi participent les touristes nucléaires, c'est à une manœuvre nord-coréenne visant à influencer l'opinion américaine pour obtenir une nouvelle récompense à leur tentative d'extorsion. En réalité, il ne faut pas signer d'accord avec Pyongyang tant que la menace n'aura pas disparue ; et la menace n'est pas l'arsenal nucléaire, c'est le régime totalitaire. Ce ne sont pas les installations nucléaires que les visiteurs auraient dû observer, on sait qu'elles existent, ce sont les instruments de l'appareil répressif. Il faut continuer à faire pression sur la Corée du Nord, et sur la Chine pour qu'elle cesse ses aides, et pas négocier.

Le monde vu du Proche-Orient. Tous les jours, le Réseau Voltaire relève les informations publiées dans la presse du Proche-Orient et les résume sous forme de dépêches sourcées. Cette rubrique dresse un panorama de la perception des événements par les différents protagonistes.

## REGARDS DU PROCHE-ORIENT

## Gulf News



Gulf News est le principal quotidien consacré à l'ensemble du Golfe arabo-persique, diffusé à plus de 90 000 exemplaires. Rédigé en langue anglaise, il est principalement lu par la très importante communauté étrangère vivant dans la région.

## Dominique de Villepin veut initier un nouveau système de sécurité dans le Golfe impliquant l'Irak

Référence : « Bahrain cold-shoulders French proposal », par Mohammed Almezal, *Gulf News*, 15 janvier 2004.

Le gouvernement du Bahreïn a accueilli avec réticence la proposition française de « système de sécurité » régional dans le Golfe, qui inclurait l'Irak et les cinq membres permanents du Conseil de sécurité. Le Bahreïn s'est dit satisfait du système actuel fonctionnant dans le cadre du Conseil de Coopération du Golfe (CCG), qualifié d'« efficace » par le cheikh Cheikh Mohamed bin Moubarak Al Khalifa, actuel ministre des Affaires étrangères.

Selon lui, la France n'a fait que suggérer « quelques idées » sur la sécurité dans le Golfe, mais il est « prématuré » de les évaluer maintenant. Il a tenu ses propos au cours d'une conférence de presse avec son homologue français Dominique de Villepin, qui a terminé, mercredi 14 janvier 2004, une tournée régionale aux Émirats Arabes Unis, à Oman, au Qatar et au Koweït.

Au cours de cette intervention publique, Dominique de Villepin a annoncé que la France allait appeler à la tenue d'une conférence internationale sous les auspices de l'ONU afin de former un système de sécurité régionale après l'établissement d'un gouvernement national en Irak.

D'après un accord élaboré en novembre 2003 entre l'administrateur états-unien Paul Bremer et le Conseil de gouvernement transitoire irakien, les États-Unis devraient rendre leur souveraineté aux Irakiens d'ici juin 2004. « Cette région stratégique est le centre du monde, et nous devons faire de notre mieux pour préserver sa sécurité et sa stabilité », a déclaré le chef de la diplomatie française. Pour cela, « la France envisage l'organisation d'une conférence internationale à laquelle les pays de la région, l'ONU et les cinq membres du Conseil de sécurité participeraient pour intégrer l'Irak dans le système régional ».

Son homologue bahreïni a ajouté que le Bahreïn et la France s'étaient accordés sur la nécessité d'accélérer le processus de formation d'un gouvernement national en Irak. « Le nouveau gouvernement devra représenter les différents groupes ethniques et religieux et préserver la stabilité et l'intégrité territoriale de l'Irak ». Quant à la tenue d'une conférence internationale, elle sera du ressort du futur gouvernement irakien.

Dominique de Villepin a par ailleurs rappelé l'importance des pays membres du

CCG, avec lesquels la France entretient depuis longtemps de fortes relations amicales. Selon un communiqué de l'ambassade française sur place, ces réunions ont été « *une opportunité d'échanger des points de vue et des analyses concernant différentes questions régionales et internationales telles que la situation en Irak, la prolifération des armes de destruction massive et la lutte contre le terrorisme. Elles démontreront la détermination de la France à maintenir dans la région sa politique de présence, d'indépendance et d'équilibre, et réaffirmeront son attachement et son engagement envers la stabilité et la sécurité dans le Golfe* ».

## Gulf News



*Gulf News* est le principal quotidien consacré à l'ensemble du Golfe arabo-persique, diffusé à plus de 90 000 exemplaires. Rédigé en langue anglaise, il est principalement lu par la très importante communauté étrangère vivant dans la région.

## Le Fonds monétaire arabe accepte de participer à la reconstruction de l'Irak en échange d'un remboursement de la dette

Référence : « AMF seeks payment of massive debt from Iraq », par Nadim Kawach, *Gulf News*, 15 janvier 2004.

Le Fonds monétaire arabe (FMA) a indiqué, mercredi 14 janvier 2004, qu'il allait tenter d'apporter son aide à la reconstruction irakienne, mais a souligné que Bagdad devait rembourser son importante dette qui avait entraîné son exclusion du Fonds, en 1992.

Le ministre irakien des Finances, Kamel al Kilani, a évoqué les besoins de reconstruction du pays avec le président du FMA, Jassim Al Manai, au cours d'une récente visite à Abu Dabi. D'après le communiqué du Fonds, qui dépend de la Ligue arabe, le ministre irakien « *a déclaré que le FMA est disposé à voir l'Irak reprendre son rôle actif au sein du Fonds et à contribuer à la reconstruction du pays en reprenant ses activités de prêt en Irak. (...) Mais le président a également souligné que le Fonds doit respecter la procédure de ses activités telles que définie par le Conseil des Gouverneurs (...) ce qui signifie qu'il doit parvenir à un accord avec l'Irak sur le règlement de sa dette exceptionnelle* ».

L'Irak est devenu le plus grand débiteur du Fonds monétaire arabe à cause de son incapacité à rembourser les prêts obtenus au cours de la guerre Iran-Irak, de la Première guerre du Golfe et de la période d'embargo de l'ONU. Cette dette se monte à environ 368,6 millions de dollars à la fin 2001. Les deux autres principaux débiteurs sont le Soudan et la Somalie, qui n'ont pas pu rembourser leur dette à cause de leurs conflits internes.

En 1992, le FMA avait suspendu le statut de membre de l'Irak, mais avait maintenu une assistance technique à Bagdad, notamment sur les politiques économiques et fiscales, en formant des fonctionnaires irakiens.





L'IRNA est l'agence de presse officielle iranienne. Elle publie, sous forme de dépêches, une fidèle retranscription des débats qui traversent le pouvoir iranien, ainsi qu'un compte rendu détaillé des négociations diplomatiques de la république islamique.

## L'Iran se félicite du retour du dialogue entre l'Inde et le Pakistan

Référence : « Iran denies assistance from Pakistan in N-program », IRNA, 14 janvier 2004.

Le vice-ministre des Affaires étrangères iranien pour les questions liées à l'Asie et au Pacifique, Mohsen Aminzadeh, a nié, mercredi 14 janvier 2004, que des scientifiques atomistes pakistanais aient aidé au développement du programme nucléaire de Téhéran. « *Le programme nucléaire iranien a été développé par nos propres scientifiques et il n'y a pas eu d'aide extérieure* », a-t-il déclaré après une rencontre avec des dirigeants pakistanais. Il s'est notamment entretenu avec le Premier ministre, Mir Zafarullah Jamali, le ministre des Affaires étrangères, Khurshid Kasuri, le ministre des Finances, Shaukat Aziz, et le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Riaz Khokar.

Selon Mohsen Aminzadeh, deux personnes vivant dans la région auraient aidé l'Iran à acheter du matériel destiné au programme nucléaire pacifique de Téhéran, mais aucune n'était un scientifique et il n'a pas révélé leur nationalité. Il a par ailleurs indiqué que des ressortissants de l'Union européenne avaient également aidé l'Iran à effectuer des achats sur ce marché. Ces achats, signalés à l'Agence internationale à l'énergie atomique (AIEA) n'auraient rien d'illégaux. Tirant le bilan de sa visite à Islamabad, le vice-ministre iranien a salué la normalisation des rapports entre le Pakistan et l'Inde, en ajoutant qu'un rapprochement entre les deux pays assurerait une paix régionale et un règlement du conflit au Cachemire. Il a également dit espérer que cette avancée diplomatique ait un impact positif sur le projet de gazoduc entre les deux pays. Selon lui, ce gazoduc « *est bénéfique pour le Pakistan, même si l'Inde ne se joint pas au projet* ».

Mohsen Aminzadeh a ensuite affirmé que Téhéran soutenait le processus de paix en Asie du sud, car celui-ci permettrait le développement de l'activité économique dans la région. Au cours de sa visite, il a remis aux autorités pakistanaises une invitation officielle du président Khatami destinée à son homologue pakistanais, le général Pervez Musharraf, afin que ce dernier participe au prochain sommet de Téhéran, consacré au développement.

## IRNA



L'IRNA est l'agence de presse officielle iranienne. Elle publie, sous forme de dépêches, une fidèle retranscription des débats qui traversent le pouvoir iranien, ainsi qu'un compte rendu détaillé des négociations diplomatiques de la république islamique.

## Le président iranien souhaite élaborer un consensus sur le régime légal de la Mer Caspienne

Référence : « Kharrazi stresses `just distribution` of Caspian resources », IRNA, 14 janvier 2004.

En visite au Turkménistan, le ministre des Affaires étrangères iranien, Kamal Kharazzi, a réaffirmé, mercredi 14 janvier 2004, les revendications de Téhéran pour une « *répartition juste* » des ressources de la mer Caspienne, et notamment de ses réserves pétrolières.

Celles-ci sont l'objet de revendications de la part de tous les États littoraux : le Kazakhstan, la Russie, l'Azerbaïdjan, le Turkménistan et l'Iran, qui bordent tous cette mer qualifiée de « *mer de la paix et de l'amitié* » par le responsable iranien. Il a précisé que le statut légal de la mer Caspienne devrait être élaboré sur la base d'un consensus entre les États impliqués.

Un grand nombre de réunions sur le sujet a déjà eu lieu, mais elles n'ont jamais permis aux pays participants de trouver une base commune pour élaborer ce régime légal. C'est pourquoi le ministre iranien a préconisé que « *les négociations techniques et légales se poursuivent afin de permettre l'élaboration de critères nécessaires pour une délimitation juste, qui serait acceptée par tous les États* ».

Kamal Kharazzi est arrivé sur place mercredi matin pour une visite d'un jour, au cours de laquelle il a évoqué avec des responsables turkmènes les liens bilatéraux entre l'Iran et le Turkménistan et les moyens de les renforcer, ainsi que des questions régionales et internationales. Il a souligné l'importance de la coopération énergétique entre Téhéran et Ashkhabad, qui prévoit un échange pétrolier : l'Iran utiliserait le pétrole de la Caspienne pour ses besoins domestiques et livrerait des quantités équivalentes dans le Golfe persique pour qu'elles soient ensuite acheminées sur le marché mondial. Il a notamment affirmé que « *l'Iran est disposé à transférer du pétrole turkmène et d'autres pays bordant la Caspienne jusqu'aux eaux internationales, et à augmenter ce trafic jusqu'à 400 000 barils par jour* ».

Les cinq États doivent auparavant régler leurs différends fondamentaux et répondre aux questions clés, notamment celle qui doit déterminer si la mer Caspienne est une mer ou un lac.

L'Iran appelle à un condominium ou à une souveraineté commune sur la mer, et a fait savoir qu'il rejeterait toute action unilatérale d'exploration des fonds marins tant que son régime légal n'a pas été déterminé.

## Arab News



Arab News est un quotidien saoudien qui propose, en plus de quelques articles originaux, une traduction en anglais des articles d'*Asharq Al-Awsat*. Celui-ci appartient au Saudi Research Marketing Group du Dr. Abdulmuhsun Alakkas, membre du Conseil consultatif saoudien.

### Le président tchétchène veut améliorer les relations avec l'Arabie saoudite

Référence : « Chechen President Arrives on 4-Day Visit », par Ghazanfar Ali Khan, *Arab News*, 15 janvier 2004.

Le président tchétchène, Akhmad Kadyrov, est arrivé à Jeddah, en Arabie saoudite, mercredi 14 janvier 2004, pour une visite officielle de quatre jours au sein du royaume, d'après des diplomates russes en mission sur place, dont les témoignages anonymes sont reproduits par *Arab News*.

Le président Khadyrov, qui doit aussi se rendre à Riyad, devrait rencontrer de hautes personnalités au cours de sa visite, notamment le prince héritier Abdullah. Le porte-parole de l'ambassade russe a indiqué qu'il s'agissait d'une « *visite de repérage visant à relancer les relations bilatérales* », ajoutant que la Russie est la patrie de millions de musulmans. Le président tchétchène doit également discuter d'une aide saoudienne à la Tchétchénie.

D'après le chef du département Information de la mission Tchétchénie à Moscou, Edi Isayev, le chef de l'État devrait également discuter de « *la livraison à la Tchétchénie de mini-raffineries, de matériel médical et de médicaments, ainsi que l'établissement d'organisations du commerce et de petites entreprises en Tchétchénie, avec l'aide de l'Arabie saoudite* ». Il demandera aux dirigeants saoudiens d'aider à rétablir la paix dans son pays et dans la région.

Jusqu'ici, l'Arabie saoudite fait partie des principaux pays fournissant de l'aide à la Tchétchénie, notamment par l'action du Croissant rouge, affiliée au Comité commun saoudien pour l'aide au Kosovo et à la Tchétchénie.

Plus de 250 000 réfugiés tchétchènes ont demandé aux nations musulmanes de les soutenir au sein du système juridique russe.